

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1104

10 mai 2013

SOMMAIRE

Ares Life Sciences I S.à r.l.	52992	Partner-Lux S.A.	52954
Art S.A.	52991	Pegase Investment	52949
Avola Patrimoine & Associés S.A.	52992	Pianegonda International SA	52949
Bestinvest S.A.	52946	PKP	52948
Compton S.à r.l.	52946	Pluie d'Etoiles S.A.	52951
Fideuram Gestions S.A.	52946	Rent Me S.A.	52954
INVISTA Technologies S.à r.l.	52991	Riva Oil Corporation S.A.	52950
Just Properties S.A.	52947	Rogimmo S.A.	52949
KC Lux S.à r.l.	52952	SI Asset Management	52965
Kirtex S.à r.l.	52952	Société de Recherches Techniques et de Marketing	52990
KP RSL S.à r.l.	52949	Société Luxembourgeoise ETAM	52953
La One S.A.	52954	Sodexill S.à r.l.	52950
LF Hotels Acquico IV SCS	52955	Systech S.à r.l.	52950
Liberty Management Invest S.A.	52947	TBU-3 International S.A.	52951
L.V.M.D., Location Vente Matériel Décon- tamination S.à r.l.	52954	TDF Invest CXXI	52981
Media Management A.G.	52954	Turgot S.A.	52952
Milarc Investment Fund S.A.	52947	UBI Management Company S.A.	52953
Multi-Trade Luxembourg S.à r.l.	52948	Uluwatu Investments S.A.	52952
New Life Settlement Scenarios S.A.- So- ciété de Titrisation	52948	Valebio S.A.	52953
Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	52954	Windward Bay Finance S.A.	52953
NW Finance Company S.à r.l.	52975	Xenium S.A.	52951

Fideuram Gestions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 71.883.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 14 mars 2013 - numéro 166/13

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14 mars 2013 documenté par acte de Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mars 2013, LAC / 2013 / 11983 que la mission de Réviseur d'entreprises KPMG Luxembourg S.à.r.l. prenant fin à la date de ce jour, l'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de ladite société KPMG Luxembourg S.à.r.l, ayant son siège social 9 Allée Scheffer, à L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149133, pour un (1) an, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en mars 2014.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013039945/16.

(130049038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Bestinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 93.132.

—
Il résulte d'une Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2012 que Monsieur Claude Cahen, administrateur démissionnaire, est remplacé par Madame Danielle Kirsch, demeurant professionnellement au 3, rue des Foyers, L-1537 Luxembourg.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2018 approuvant les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2013.

Fiduciaire comptable B+C s.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013039783/16.

(130048838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Compton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.310.

—
Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 15 février 2013:

- acceptation de la démission de Monsieur Robert van 't Hoeft en tant que gérant de la Société avec effet au 15 février 2013;

- nomination, en remplacement du gérant démissionnaire, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 15 février 2013 et pour une durée illimitée, de Monsieur Jorge Pérez Lozano, né le 17 août 1973 à Mannheim (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- confirmation que le conseil de gérance de la Société est composé depuis le 15 février 2013 des gérants suivants:

* Madame Florence Rao;

* Madame Xenia Kotoula;

* Monsieur Jorge Pérez Lozano.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Pour la Société

Florence Rao

Gérant

Référence de publication: 2013039817/22.

(130049583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Liberty Management Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 88.191.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue le 15 février 2013:

- 1) L'intégralité du capital social est représentée.
- 2) L'Assemblée Générale nomme Monsieur Philippe DEBORSUT-RENARD, demeurant à B-4141 LOUVEIGNE/SPRI-MONT, 88, rue de la Gendarmerie, au poste d'administrateur-délégué. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2017

Fait à Mamer, le 15 février 2013.

Pour la société LIBERTY MANAGEMENT INVEST S.A.

P. Deborsut-Renard

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2013040095/16.

(130049374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Milarc Investment Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 130.407.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25.03.2013

Les actionnaires de la société MILARC INVESTMENT FUND S.A. réunis le 25.03.2013 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Révocation de la FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à r.l. de son poste d'administrateur unique.
2. Nomination de la société E.L.A. Capital Partners Luxembourg S.e.n.c, avec siège social au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le N°B 149501 au poste d'administrateur.
3. Révocation de la société LDF AUDIT S.A. de son poste de commissaire aux comptes.
4. Nomination de la société FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à r.l. avec siège social au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le N°B 103 178 au poste de commissaire aux comptes.

Fait à Luxembourg, le 25.03.2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013040144/21.

(130048864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Just Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue de Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 93.412.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenu le 03 Décembre 2012.

Le conseil prend acte de la Démission de Monsieur Carlo SANTOITEMMA, né le 25.03.1967 à Matera (Italie), domicilié professionnellement 37/A, Avenue J.F. Kennedy - L-1855 Luxembourg de sa fonction d'administrateur de catégorie A et de Président, avec effet au 26 novembre 2012.

Le Conseil décide de coopter comme nouvel administrateur A avec effet au 03 décembre 2012, Monsieur DE AZEVEDO MIRANDA Norberto, né le 20.10.1974 à Luxembourg, domicilié professionnellement 113 route d'Arlon, L- 8211 MAMER, son mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JUST PROPERTIES S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013040037/17.

(130049164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Multi-Trade Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 58, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 33.584.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

- La société à responsabilité limitée MULTI-TRADE Luxembourg S.à r.l., avec siège social à L-6630 Wasserbillig, 58, Grand-rue, de fait inconnue à cette adresse

Par jugement rendu en date du 21 mars 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société susmentionnée, ordonne la publication du jugement par extrait au Mémorial et met les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Me Isabelle PETRICIC-WELSCHEN

Le liquidateur

Référence de publication: 2013040160/17.

(130049657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

New Life Settlement Scenarios S.A.- Société de Titrisation, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 158.693.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 29 octobre 2012 au siège social

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 29 octobre 2012, que le Conseil d'Administration a pris, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

- Le mandat de réviseur d'entreprise de la société FPS Audit S.à r.l., ayant son siège social au 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159674, est renouvelé avec effet immédiat.

Le mandat du Réviseur d'entreprises prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2012, qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Signatures.

Référence de publication: 2013040163/17.

(130049332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

PKP, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.146.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire en date du 8 novembre 2012

1. Ont été réélus administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017:

- Monsieur Eric LECLERC, né le 04.04.1967 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald;

- Monsieur Christophe JASICA, né le 23.1.1976 à Rocourt, Belgique, demeurant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald;

- Madame Martine KAPP, née le 10.12.1960 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald.

2. A été réélu commissaire aux comptes, jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017, H.R.T. Revision, dont le siège social est situé au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2013040221/20.

(130049336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Pegase Investment, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 70.359.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 22 mars 2013 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a reconduit les mandats des administrateurs suivants:

- M. Olivier Ferrari, 5 Quai Perdonnet, 1800 Vevey 1, Suisse
- Mme Michèle Berger, 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- M. Frédéric Fasel, 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

pour une période d'une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé Deloitte Audit S.à.r.l. pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pegase Investment

Référence de publication: 2013040216/17.

(130048860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Rogimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3426 Dudelange, 12, rue Nic Bodry.

R.C.S. Luxembourg B 54.183.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 mars 2013 de la société anonyme «RO-GIMMO SA», constituée suivant acte notarié 14 février 1996.

Résolutions

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Dion MACK, demeurant à L-8123 Bridel, 13, bei de 5 Buchen de son poste d'administrateur de la société.

L'assemblée accepte la nomination de M. BONEM Loic Max, né le 14 juin 1991 à Esch-sur-Alzette, et demeurant à L-3508 Dudelange, 39 op Lenkeschlei.

Le mandat de M. BONEM prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2018.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Melanie Decker-Majerus.

Référence de publication: 2013040246/17.

(130049321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

KP RSL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013042338/10.

(130051242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Pianegonda International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 85.679.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PIANEGONDA INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2013042428/10.

(130051482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Systech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4571 Oberkorn, 84, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 132.110.

—
EXTRAIT

Les associés ont pris la décision suivante:

Monsieur Do Rosario Oliveira José Antonio demeurant, 90, rue de la Libération, L-4798 LINGER est nommé Gérant Technique pour l'activité de chauffage pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rodange, le 26 mars 2013.

SYSTECH SARL
Fiduciaire des P.M.E.
Société anonyme
Signature

Référence de publication: 2013040304/17.

(130049614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Sodexill S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 65.662.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

- La société à responsabilité limitée SODEXILL S.à r.l., avec siège social à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare, de fait inconnue à cette adresse

Par jugement rendu en date du 21 mars 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société susmentionnée, ordonne la publication du jugement par extrait au Mémorial et met les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Me Isabelle PETRICIC-WELSCHEN
Le liquidateur

Référence de publication: 2013040292/17.

(130049656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Riva Oil Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 166.295.

L'assemblée générale du 8 mars 2013 a décidé avec effet au 5 mars 2013:

- de fixer le siège social de la société au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg
- de nommer administrateur unique de la société

Monsieur Piotr TYRANOWSKI, directeur de société, Almastrasse 18, CH-8708 Männedorf en remplacement de l'administrateur unique démissionnaire Castle Services S.à r.l., Luxembourg

- de nommer commissaire aux comptes

FIDEX Audit S.à r.l., RCS Luxembourg B48513, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire Elizabeth Verwaltung S.à r.l.

Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2017.

Luxembourg, le 26 mars 2013.
RIVA OIL CORPORATION S.A
Société Anonyme

Référence de publication: 2013040244/20.

(130049265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

TBU-3 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 107.949.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, qui s'est tenue le 21 mars 2013 sous seing privé, que les actionnaires de la Société ont décidé de procéder à la clôture de la liquidation.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à partir de la date de la clôture de la liquidation au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013040368/17.

(130049574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Pluie d'Etoiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 96.095.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement du 21 mars 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} section, siégeant en matière commerciale, a déclaré close pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- Pluie d'Etoiles S.A. ayant eu son siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations,

Luxembourg, le 25 mars 2013.

Me Michel Nickels

Le liquidateur

Référence de publication: 2013040367/16.

(130049486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Xenium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 138.630.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 22 mars 2013 que:

- le mandat des administrateurs actuellement en place, à savoir Messieurs Max GALOWICH, Georges GREDT et Jean-Paul FRANK est reconduit pour une nouvelle période six ans

- le mandat du commissaire LUX-AUDIT S.A. est reconduit pour une nouvelle période de six ans

Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue en date du 22 mars 2013 que:

- Monsieur Jean-Paul FRANK a été nommé Président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur de la société qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013040349/21.

(130048917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Uluwatu Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 170.789.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la Société du 1^{er} mars 2013

Première résolution

Election de Monsieur Marc AUGIER en tant que Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Marc AUGIER comme Président du Conseil d'Administration qui l'accepte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2013.

ULUWATU INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013040326/15.

(130048978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Turgot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart.
R.C.S. Luxembourg B 153.048.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à la date du 15 mars 2013 que le siège social de la société a été fixé au no. 1, rue du Père Jacques Brocquart, L-1280 Luxembourg-Cents.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2015.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013040323/14.

(130049450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Kirtex S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 41.132.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2013042334/13.

(130051709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

KC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 498.186,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 135.906.

—
Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 mars 2012 de sa société mère, KC Cayman Limited, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013042331/12.

(130051411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Société Luxembourgeoise ETAM, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 35, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 1.428.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 6 mars 2013 que:

- l'adresse de Madame Carine HUON, administrateur-délégué de la Société, est B-3000 Leuven, Jan Cobbaertplein 2/201,

- suite au décès de Monsieur Jean-Pierre BLASI, son mandat d'administrateur a pris fin de plein droit au jour de son décès.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013041412/15.

(130050504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

UBI Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.255.

Extrait des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue le 22 mars 2013, au siège social à Luxembourg.

L'assemblée désigne Deloitte Audit, société à responsabilité limitée ayant son siège social à Luxembourg (Luxembourg), 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, comme réviseur d'entreprises pour l'exercice 2013. Son mandat viendra à échéance à l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2014 devant se prononcer sur l'exercice social 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UBI MANAGEMENT COMPANY S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013041506/14.

(130050236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Valebio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 69, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 152.413.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Expert comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013042075/13.

(130051625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Windward Bay Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 144.880.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013042086/12.

(130051588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Rent Me S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.899.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013042437/9.

(130051590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Partner-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5570 Remich, 33, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 64.882.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013042424/9.

(130051467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

L.V.M.D., Location Vente Matériel Décontamination S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 2, Op Tomm.

R.C.S. Luxembourg B 110.145.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013042339/9.

(130051403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

La One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 49.693.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013042350/9.

(130051553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Media Management A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 102, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 111.276.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013042360/9.

(130051699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 10.405.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013042388/9.

(130051310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

LF Hotels Acquico IV SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 20.001,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 175.707.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh Day of February.

Before Us, Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- LF Hotels Acquico IV (GP) Sàrl, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 4, Rue Dicks, L-1417, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on February 26th, 2013 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter the "General Partner"),

here represented by its Sole Manager Ole Marquardt, lawyer, residing professionally at 4, Rue Dicks, L-1417 Luxembourg,

and

2.- Fattal Hotels Ltd (Israel), a limited liability company, with registered office at 3 Ammunition Hill, 67 023 Tel Aviv-Jaffa (Israel), duly formed and registered on March 29th 1974 with the Israeli registrar of Companies, under the Israeli Companies Law, and registered with the Israeli Registrar of Companies under the number 51-067881-6 (hereinafter, the "Initial Limited Partner"),

and all those who may become limited members in the future are collectively herein referred to as the limited partners (the "Limited Partners"),

here represented by Ole MARQUARDT, residing professionally at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on February 26th 2013,

Said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as here above, have requested the notary to document the limited partnership (société en commandite simple) created between them and its articles of association as follows:

Art. 1. Form-Name. There is hereby formed among the subscribers and all those who may become holders of interests hereafter issued, a Luxembourg limited partnership (société en commandite simple) which will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), and by these articles of association (the "Articles of Association"), under the name of LF Hotels Acquico IV SCS (the "Partnership").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Partnership shall be located at Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the Limited Partners.

Art. 3. Duration. The Partnership has been established for an unlimited period.

Art. 4. Object and Investment objectives.

(1) The purpose of the Partnership is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer of securities of any kind by sale, exchange or otherwise and the administration, control and development of its real estate portfolio located in Germany.

(2) The purpose of the Partnership is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property, and to carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

(3) The Partnership may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures by way of private placement or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Partnership.

(4) The Partnership may further act as a member with limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

(5) The Partnership may carry out any transactions, whether commercial or financial which are directly or indirectly connected with its corporate object, at the exclusion of any regulated activity, and engage in any lawful act or activity and exercise any powers permitted under the Companies Law, that, in either case, are incidental to and necessary or con-

venient for the accomplishment of the above mentioned purposes; provided that same are not contrary to the foregoing purposes and are not otherwise prohibited by any agreements to which the Partnership may then be a party.

(6) The above enumeration is indicative and not limitative, provided that any aforementioned purpose is subject to applicable Luxembourg laws, in particular the provisions of the Companies Law.

Art. 5. Liabilities.

(1) The Limited Partners shall have no personal obligation for the debts or liabilities of the Partnership except as provided in the Articles of Association and in the Companies Law and shall only be liable to make capital contributions to the Partnership to the extent of their respective commitments to the Partnership.

(2) The General Partner, which is acting as the manager of the Partnership shall be fully liable for the Partnership's debts, liabilities and obligations exceeding the Partnership's assets.

Art. 6. Capital. The Partnership's initial capital is set at twenty thousand and one Euro (EUR 20,001.-), divided into one (1) General Partner's interest of one Euro (EUR 1.-) and twenty thousand (20,000) Limited Partners' interests of one Euro (EUR 1.-) each.

The Limited Partners' interests may be issued in one or more classes.

The total cash contributions of the General Partner and the Initial Limited Partner have been fully paid in.

The General Partner may agree to increase the capital of the Partnership at any time by a decision of the general meeting of the Limited Partners with approval of the majority of the Limited Partners representing three quarters of the Partnership interests and the corresponding number of additional interests without par value shall be issued by the Partnership.

Art. 7. Form of Interests.

(1) The Partnership shall issue interests in registered form only.

(2) All issued interests shall be registered in the register of partners kept by the General Partner, and such register shall contain the name of each owner of interests, his residence or elected domicile as indicated to the Partnership and the number of interests held by him and the amount paid up for the subscription of such interests. The inscription of the Partner's name in the register evidences his right of ownership on such interests.

(3) Limited Partners shall provide the Partnership with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of partners. A Limited Partner may, at any time, change his address as entered into the register by means of a written notification to the Partnership at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

(4) The Partnership recognises only one single owner per interest. If one or more interests are jointly owned or if the ownership of such interests is disputed, all persons claiming a right to such interests have to appoint one single attorney to represent such interests towards the Partnership. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such interests.

Art. 8. Restrictions on the ownership of Interests. The General Partner may restrict or prevent the ownership of interests by any person, for any reason whatsoever. In particular, without any limitation, the General Partner may restrict or prevent the ownership of interests, if in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Partnership, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourgish or foreign; or if as a result thereof the Partnership may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Art. 9. Conversion and Transfer of Interests.

(1) The General Partner may only sell, assign, transfer, pledge or encumber (together "transfer") all or any portion of its General Partner's Interest, if such sale, assignment, transfer, pledge or encumbrance (together "transfer") is approved by a resolution of the general meeting adopted in the manner required to amend the Articles of Association.

(2) A Limited Partner may not transfer his interests except with the prior written consent of the General Partner, which shall not be unreasonably withheld. Any transfer is subject to the purchaser, assignee, transferee, pledgee or beneficiary of the encumbrance thereof (together "transferee") fully and completely assuming in writing, prior to the transfer, all outstanding obligations of the Limited Partner selling, assigning, transferring, pledging or encumbering the Interests (together "transferor").

(3) Transfers of interests must be made by a notarial or a private deed. They are not valid vis-à-vis the Partnership and the third parties until they have been notified to the Partnership or accepted by the Partnership through a notarial deed.

Art. 10. Management. The Partnership shall be managed by the General Partner or its successor as the case may be, in its capacity as a sole general partner (associé gérant commandité) of the Partnership.

Any change in the management or replacement of the General Partner will have to be agreed upon by the general meeting of the Limited Partners.

Art. 11. Powers of the General Partner.

(1) The General Partner shall have the broadest powers to administer and manage the Partnership, to act in the name of the Partnership in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object of the Partnership.

(2) The General Partner has all powers and capacity to represent the Partnership vis-à-vis third parties.

(3) All powers not expressly reserved by law or these Articles of Association to the general meeting shall be within the competence of the General Partner.

Art. 12. Restrictions on the Limited Partners. The Limited Partners shall take no part in the operation of the Partnership or the management or control of its business and affairs, and shall have no right or authority to act for the Partnership or to take any part in or in any way to interfere in the conduct or management of the Partnership or to vote on matters relating to the Partnership other than as provided in the Companies Law or as set forth in the Articles of Association.

Art. 13. General meeting of the Limited Partners. The general meeting of Limited Partners shall represent the entire body of Limited Partners of the Partnership. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Partnership, provided that, unless otherwise provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

The general meeting of Limited Partners shall meet upon call by the General Partner.

An annual general meeting of Partners shall be held on the third Friday of the month of July at 10.00 a.m. for the purpose of approving the annual accounts and the report of the General Partner. The General Partner shall have sole responsibility for preparing the annual accounts and the report and shall submit the relevant documents for approval of the Limited Partners at the above mentioned meeting.

Other meetings of Limited Partners may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

General meetings of Limited Partners shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each Limited Partner at the Limited Partner's registered address. The giving of such notice to Partners needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner.

As all interests of the Partnership are in registered form, notices to Limited Partners may be mailed by registered mail only.

If all Limited Partners are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Limited Partners in order to attend any meeting of Limited Partners.

All general meetings shall be presided over by the General Partner or its designee.

The business transacted at any meeting of the Limited Partners shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

The General Partner may fix in advance a date, not exceeding fifty days, preceding the date of any meeting of Limited Partners as a record date for the determination of the Limited Partners entitled to notice of, and to vote at, any such meeting and in such case such Limited Partners and only such Limited Partners as shall be Limited Partners of record on the date so fixed shall be entitled to such notice of, and to vote at, such meeting, notwithstanding any transfer of any interests of the Partnership on the register of Limited Partners after any such record date fixed as aforesaid.

Each interest of the Partnership is entitled to one vote at all general meetings of Limited Partners, in compliance with Luxembourg law and the Articles of Association. A Limited Partner may act at any meeting of Limited Partners by giving a written proxy to another person, who need not be a Limited Partner.

The presence, in person or represented by proxy, of Limited Partners whose aggregate voting rights constitute a majority of all voting rights shall constitute a quorum. If a meeting of the Limited Partners cannot be organised because a quorum shall not be present or represented, the Limited Partners entitled to vote at such meeting, present in person or represented by proxy, shall have the power to adjourn the meeting from time to time until a quorum shall be present or represented. When a meeting is adjourned to another time or place, notice need not be given of the adjourned meeting if the time and place thereof are announced at the meeting at which the adjournment is taken. At the adjourned meeting at which a quorum shall be present or represented, the Limited Partners may transact any business which might have been transacted at the original meeting.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting, including in particular approval of the annual accounts and changes in interest capital are passed, subject to the approval by the General Partner, by a simple majority vote of the Limited Partners present or represented.

Art. 14. Accounting year. The Partnership's accounting period starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

Art. 15. Allocation of profits and Losses between Limited Partners. All profits and losses of the Partnership shall be allocated between the Limited Partners in proportion to the number of Partnership interests held by each of them in the Partnership.

Art. 16. Distribution of income proceeds and Capital proceeds between Limited Partners. All proceeds of the Partnership shall be distributed by the general meeting of the Limited Partners, upon proposal of the General Partner.

Art. 17. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Partnership and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any officer of the General Partner who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Partnership shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any officer of the General Partner may have in any transaction of the Partnership an interest opposite to the interests of the Partnership, such officer shall make known to the General Partner such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of the Limited Partners.

The term "opposite interest", as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 18. Indemnification and Liability.

(1) The Partnership agrees to indemnify and hold harmless out of the Partnership's assets the General Partner or any associate thereof (the "Indemnified Persons") against any and all liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands, damages and expenses (including legal fees) incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from the Indemnified Person being or having acted as a general partner or manager in respect of the Partnership or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a general partner or manager or from the provision of services to or in respect of the Partnership or under or pursuant to any management agreement or other agreement relating to the Partnership or in respect of services as a nominated director or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Partnership provided however that any Indemnified Person shall not be so indemnified with respect to any matter resulting from their fraud, wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for their obligations and duties in relation to the Partnership or, save in the case of Indemnified Persons who are individuals (i.e. any officer, director, limited partner, agent, member, adviser, consultant, partner or employee of the General Partner, the services providers or any associate thereof), their negligence (provided that such negligence has had a material adverse economic effect on the partners or the Partnership), or, in the case of the General Partner, any matter resulting from a breach of any duty it may have, or any liability it may incur, to the Partnership or any Limited Partner under the Companies Law.

(2) The indemnities under this Article 18 shall continue in effect notwithstanding that the Indemnified Person shall have ceased to act as General Partner or otherwise to provide services to or in respect of the Partnership or to act in any of the capacities described in this Article 18.

(3) The General Partner shall not be liable to any Limited Partner or to the Partnership for the negligence, dishonesty or bad faith of any agent acting for the General Partner or for the Partnership provided that such agent was selected, engaged and retained by the General Partner, applying reasonable care.

Art. 19. Dissolution and Liquidation. The Partnership may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements of the general meeting of Limited Partners.

Liquidation shall be carried out by the General Partner, unless the general meeting of the Limited Partners appoints one or more other liquidators who need not be Limited Partners. The general meeting shall in each case determine the powers and compensation of any liquidator(s). The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the Limited Partners in proportion to their Interest in the Partnership.

Art. 20. Amendments of the Articles of Association. The Articles of Association may only be amended (whether in whole or in part) by the written consent of the General Partner and of the Limited Partners holding more than two thirds of the aggregate number of all classes of interests of the Partnership issued, provided however that no such variation shall be made which:

- shall impose upon any Limited Partner any obligation to make any further payment to the Partnership beyond the amount of its original subscription;
- increases the liabilities of or obligations of, or diminishes the rights of or protections of, a particular Limited Partner or a particular group of Limited Partners differently than the other Limited Partners under the Articles of Association; or
- otherwise modifies the limited liability of any Limited Partner, without the affirmative consent of all Limited Partners adversely affected thereby and provided further that no variation may be made to this Article 20 without the unanimous consent of all Limited Partners.

Art. 21. Governing law. The Articles of Association and the rights, obligations and relationships of the parties hereto shall be governed by and construed in accordance with the laws of Luxembourg and in particular by the Companies Law and all the parties irrevocably agree that the courts of Luxembourg shall have exclusive jurisdiction to settle any disputes which may arise out of or in connection with the Articles of Association and that accordingly any suit, action or proceedings arising out of or in connection with these Articles of Association shall be brought in such courts.

Art. 22. General provision. For everything that is not provided for in the Articles of Association, the parties refer to the legal provisions on the matter.

Transitional dispositions

First accounting year

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Partnership and shall terminate on 31st December 2013.

Subscription

The General Partner, LF Hotels Acquico IV (GP) Sàrl, makes a contribution in the amount of one Euro (EUR 1.-) totally paid-up as certified by a banking certificate delivered to the notary, for which it is granted the single General Partner's Interest.

The Initial Limited Partner, Fattal Hotels Ltd (Israel), makes a contribution in the amount of twenty thousand Euro (EUR 20,000.-) totally paid-up as certified by a banking certificate delivered to the notary, for which it is granted one hundred limited partners' interests.

All these interests have been fully paid up in cash, so that the sum of twenty thousand and one Euro (EUR 20,001.-) corresponding to a share capital of twenty thousand and one Euro (EUR 20,001.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The amount of costs, expenditures, remunerations and charges, of any kind whatsoever, which lies on the Partnership due to the presents, are estimated at an amount of EUR 1,200.-

Extraordinary limited partners meeting

The aforementioned appearing parties, representing the whole of the capital subscribed and considering themselves as duly convened, have afterwards formed an extraordinary Limited Partners' meeting.

After having noted that the present meeting is properly formed, they unanimously took the following resolutions:

- The registered office of the Partnership is fixed at 4, Rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail and be binding.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day written at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact of the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am siebenundzwanzigsten Tag des Monats Februar.

Vor dem unterzeichnenden Maître Jean-Paul MEYERS, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1.- LF Hotels Acquico IV (GP) Sàrl, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 4, Rue Dicks, L-1417 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 26. Februar 2013, noch nicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht, (im Folgenden „Komplementär“),

hier vertreten durch ihren alleinigen Geschäftsführer, Ole Marquardt, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in 4, Rue Dicks, L-1417 Luxemburg,

und

2.- Fattal Hotels Ltd (Israel), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 3 Ammunition Hill, 67 023 Tel Aviv-Jaffa (Israel), die am 29. März 1974 ordnungsgemäß nach israelischem Gesellschaftsrecht gegründet wurde und registriert ist unter der israelischen Companies Law, am 29. März 1974 mit dem Israelischen Registrar of Companies, unter der Nummer 51-067881-6 (im Folgenden „anfänglicher Kommanditist“),

und alle, die in Zukunft Kommanditist werden können, werden hier zusammen Kommanditisten („Kommanditisten“) genannt.

hier vertreten durch Ole MARQUARDT, mit beruflicher Anschrift in 4, rue Dicks, L-1417 Luxemburg, auf Grund von privatschriftlicher Vollmacht vom 26. Februar 2013.

Die Vollmacht, nach „ne varietur“ Paraphierung durch die erschienenen und den amtierenden Notar, verbleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen, um mit ihr einregistriert zu werden.

Die erschienenen Parteien, die wie vorstehend angegeben vertreten sind, bitten den Notar um die Dokumentierung der von ihnen gegründeten Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) sowie der zugehörigen Satzung („Satzung“) wie folgt:

Art. 1. Form - Name. Hiermit wird von den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhaber der ausgestellten Anteilen, eine Kommanditgesellschaft nach luxemburgischem Recht (société en commandite simple) gegründet, die den Vorschriften des Gesetzes zu Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der geltenden Fassung („Gesellschaftsgesetz“) und dieser Satzung („Satzung“) unterliegt und den Namen LF Hotels Acquico IV SCS („Kommanditgesellschaft“) trägt.

Art. 2. Eingetragener Geschäftssitz. Der Sitz der Kommanditgesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann auf der Grundlage eines Beschlusses der Hauptversammlung der Kommanditisten an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Laufzeit. Die Kommanditgesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Zweck und Anlageziele.

(1) Der Zweck der Kommanditgesellschaft ist die unmittelbare oder mittelbare Beteiligung in beliebiger Form an luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften und an sonstigen Formen von Immobilienanlagen, die Akquisition durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeglicher Art durch Verkauf, Eintausch oder sonstige Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung des in Deutschland gelegenen Immobilienportfolios.

(2) Der Zweck der Kommanditgesellschaft besteht auch in der Anlage in Immobilienobjekte, entweder auf der Grundlage von Kauf, Eintausch oder auf sonstige Weise, sowie der Veräußerung, Verwaltung, Entwicklung und Leitung von Immobilienobjekten und Ausführung aller Handlungen, die unmittelbar oder mittelbar damit in Verbindung stehen oder die beim Erreichen und bei der Entwicklung dieses Gegenstands für nützlich erachtet werden.

(3) Die Kommanditgesellschaft kann darüber hinaus Garantien abgeben, Darlehen jeglicher Art aufnehmen und Schuldverschreibungen und Anleihen im Zuge einer Privatplatzierung ausgeben oder Darlehen in anderer Form gewähren oder die Unternehmen, an denen die Kommanditgesellschaft unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist oder die zur gleichen Unternehmensgruppe wie die Kommanditgesellschaft gehören, auf sonstige Weise unterstützen.

(4) Die Kommanditgesellschaft kann ferner als Mitglied mit beschränkter Haftung in Bezug auf alle Schulden und Pflichten der Mitgliedschaft oder ähnliche Gesellschaftsstrukturen handeln.

(5) Die Kommanditgesellschaft darf jede gewerbliche oder finanzielle Transaktion ausführen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Unternehmensziel verbunden ist, wobei jedoch genehmigungspflichtige Handlungen ausgenommen sind, und jede rechtmäßige Handlung oder Aktivität und alle Befugnisse ausüben, die gemäß dem Gesellschaftsgesetz gestattet sind und die jeweils mit dem Erreichen des vorstehend genannten Gegenstands einhergehen oder dafür notwendig oder zweckdienlich sind, wobei diese jedoch dem vorstehend genannten Gegenstand nicht entgegenstehen und auch sonst nicht gegen Verträge verstoßen dürfen, bei denen die Kommanditgesellschaft u. U. als Partei auftritt.

(6) Obige Aufzählung ist beispielhaft und nicht begrenzend, wobei jedoch jeder vorstehend genannte Gegenstand den geltenden luxemburgischen Gesetzen unterliegt, insbesondere den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzes.

Art. 5. Verbindlichkeiten.

(1) Soweit in der Satzung und im Gesellschaftsgesetz keine anderslautenden Angaben gemacht sind, sind die Kommanditisten nicht persönlich für die Schulden oder Verbindlichkeiten der Kommanditgesellschaft haftbar und lediglich verpflichtet, ihre Kapitaleinlage im Umfang ihrer jeweiligen Zusage der Kommanditgesellschaft gegenüber zu leisten.

(2) Der Komplementär, der als Geschäftsführer der Kommanditgesellschaft auftritt, ist gesamtschuldnerisch und unbeschränkt für die Schulden, Verbindlichkeiten und Pflichten der Kommanditgesellschaft haftbar, die über das Vermögen der Kommanditgesellschaft hinausgehen.

Art. 6. Kapital. Das Anfangskapital der Kommanditgesellschaft wird auf zwanzigtausendundeinen Euro (EUR 20.001.-) festgelegt und in einen (1) Anteil des Komplementärs in Höhe von einem Euro (EUR 1.-) und in zwanzigtausend (20.000) Anteile der Kommanditisten in Höhe von je einem Euro (EUR 1.-) aufgeteilt.

Die Anteile der Kommanditisten können in einer oder mehreren Klassen ausgegeben werden.

Die gesamten Bareinlagen des Komplementärs und der anfänglichen Kommanditisten sind vollständig eingezahlt.

Der Komplementär kann sich jederzeit mit einer Kapitalerhöhung der Kommanditgesellschaft auf der Grundlage einer Entscheidung der Hauptversammlung der Kommanditisten mit Genehmigung der Mehrheit der Kommanditisten, die drei

Viertel der Anteile an der Kommanditgesellschaft darstellen, einverstanden erklären und die Kommanditgesellschaft gibt dann die entsprechende Anzahl von zusätzlichen Anteilen ohne Nennwert aus.

Art. 7. Art der Anteile.

(1) Die Kommanditgesellschaft gibt nur eingetragene Anteile aus.

(2) Alle ausgegebenen Anteile werden vom Komplementär im Gesellschaftsregister geführt. Das Register beinhaltet den Namen jedes Inhabers von Anteilen, seinen Wohnort oder sein Zustellungsdomizil, der bzw. das der Kommanditgesellschaft mitgeteilt wird, sowie die Anzahl der vom Inhaber gehaltenen Anteile und den Preis, den er für die Zeichnung der Anteile gezahlt hat. Der Eintrag des Namens des Gesellschafters ist Nachweis seines Eigentumsrechtes an den jeweiligen Anteilen.

(3) Die Kommanditisten teilen der Kommanditgesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen gesendet werden. Diese Anschriften werden auch in das Gesellschaftsregister eingetragen. Ein Kommanditist kann seine im Register eingetragene Anschrift jederzeit ändern und lässt der Kommanditgesellschaft dazu eine schriftliche Mitteilung an den eingetragenen Sitz oder an eine andere Anschrift zukommen, die gelegentlich vom Komplementär mitgeteilt werden kann.

(4) Die Kommanditgesellschaft erkennt pro Anteil nur einen einzigen Inhaber an. Befindet sich ein oder mehrere Anteile im gemeinsamen Eigentum oder wird das Eigentum an solchen Anteilen streitig gemacht, dann müssen alle Personen, die ein solches Recht an den Anteilen geltend machen, einen einzigen Anwalt bestellen, der diese Anteile dann der Kommanditgesellschaft gegenüber vertritt. Eine Nichtbestellung eines solchen Anwalts bedeutet die Aussetzung aller mit den Anteilen verbundenen Rechte.

Art. 8. Einschränkungen am Eigentum an den Anteilen. Der Komplementär kann das Eigentum einer Person an Anteilen aus beliebigen Gründen einschränken oder verhindern. Insbesondere kann der Komplementär uneingeschränkt das Eigentum an Anteilen einschränken oder verhindern, wenn eine solche Inhaberschaft nach Ansicht des Komplementärs nachteilig für die Kommanditgesellschaft ist, zu einer Verletzung von luxemburgischen oder ausländischen Gesetzen oder Vorschriften führen kann oder die Kommanditgesellschaft als Folge davon steuerliche Nachteile oder sonstige finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte.

Art. 9. Umwandlung und Übertragung von Anteilen.

(1) Dem Komplementär ist der Verkauf, die Abtretung, Übertragung, Verpfändung oder dingliche Belastung (zusammen „Übertragung“) aller oder eines Teils der Anteile des Komplementärs nur dann gestattet, wenn der Verkauf, die Abtretung, Übertragung, Verpfändung oder dingliche Belastung (zusammen „Übertragung“) durch einen Beschluss der Hauptversammlung in Übereinstimmung mit der Satzung in Bezug auf Ergänzungen [sic] gestattet wird.

(2) Ein Kommanditist darf seine Anteile nur mit der vorherigen, schriftlichen Zustimmung des Komplementärs, die nicht unsachgemäß vorenthalten werden darf, übertragen. Jede Übertragung unterliegt der Voraussetzung, dass der Käufer, Abtretungsempfänger, Übertragungsempfänger, Pfandnehmer oder Begünstigte der dinglichen Belastung (zusammen „Übertragungsempfänger“) alle ausstehenden Pflichten des Kommanditisten, der die Anteile verkauft, abtritt, überträgt, verpfändet oder dinglich belastet (zusammen „Übertragender“), ganz und vollumfänglich schriftlich übernimmt.

(3) Die Übertragung von Anteilen erfolgt im Zuge einer notariell beglaubigten Urkunde oder Privaturkunde. Sie ist der Kommanditgesellschaft und Dritten gegenüber erst nach Mitteilung an die Kommanditgesellschaft oder Annahme durch die Kommanditgesellschaft im Zuge einer notariell beglaubigten Urkunde wirksam.

Art. 10. Geschäftsführung. Die Kommanditgesellschaft wird vom Komplementär bzw. seinem Nachfolger in seiner Kapazität als alleiniger Komplementär (associé gérant commandité) der Kommanditgesellschaft geführt.

Änderungen an der Geschäftsführung oder in Bezug auf den Wechsel des Komplementärs bedürfen der Zustimmung der Hauptversammlung der Kommanditisten.

Art. 11. Befugnisse des Komplementärs.

(1) Der Komplementär hat die umfassendsten Befugnisse für die Verwaltung und Leitung der Kommanditgesellschaft, für die Handlung im Namen der Kommanditgesellschaft unter allen Umständen sowie die Ausübung und Genehmigung aller Handlungen und Maßnahmen, die mit dem Unternehmensziel der Kommanditgesellschaft im Einklang stehen.

(2) Der Komplementär verfügt über alle Befugnisse und die Berechtigung, die Kommanditgesellschaft Dritten gegenüber zu vertreten.

(3) Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetz oder aufgrund der Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen unter die Zuständigkeit des Komplementärs.

Art. 12. Einschränkungen der Kommanditisten. Die Kommanditisten sind nicht am Betrieb der Kommanditgesellschaft oder der Geschäftsführung oder Kontrolle in Bezug auf die Geschäfte und Angelegenheiten beteiligt und haben keine Rechte und keine Befugnis, im Namen der Kommanditgesellschaft zu handeln oder sich in irgendeiner Weise an der Leitung oder Führung der Kommanditgesellschaft zu beteiligen oder sich darin einzumischen oder in Bezug auf die Kommanditgesellschaft betreffende Angelegenheiten abzustimmen, soweit im Gesellschaftsgesetz oder in der Satzung keine anderslautenden Angaben gemacht sind.

Art. 13. Hauptversammlung der Kommanditisten. Die Hauptversammlung der Kommanditisten stellt das gesamte Organ der Kommanditisten der Kommanditgesellschaft dar. Sie hat die umfassendsten Befugnisse für die Anweisung, Durchführung oder Ratifizierung von Handlungen in Bezug auf den Betrieb der Kommanditgesellschaft, wobei, soweit hier keine anderslautenden Angaben gemacht sind, ein Beschluss erst dann als wirksam verabschiedet gilt, wenn er vom Komplementär genehmigt wird.

Die Gesellschafterversammlung der Kommanditisten wird vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter einberufen.

Eine Jahreshauptversammlung der Gesellschafter wird am dritten Freitag des Monats Juli um 10.00 Uhr stattfinden, um die Jahresabschlüsse und den Bericht des unbeschränkt haftenden Gesellschafters zu genehmigen. Der unbeschränkt haftende Gesellschafter trägt die alleinige Verantwortung für die Erstellung der Jahresabschlüsse und des Berichts und muss die betreffenden Dokumente bei der oben erwähnten Versammlung zur Genehmigung durch die Kommanditisten vorlegen.

Andere Versammlungen der Kommanditisten können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden wie in den jeweiligen Ankündigungen zur Versammlung angegeben.

Gesellschafterversammlungen der Kommanditisten werden gemäß einer die Tagesordnung enthaltende Ankündigung einberufen, die jedem Kommanditisten mindestens acht Tage vor der Versammlung an die registrierte Anschrift des Kommanditisten zugeschickt wird. Eine solche Ankündigung an die Gesellschafter muss der Versammlung gegenüber nicht begründet werden. Die Tagesordnung ist vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter vorzubereiten.

Da es sich bei allen Anteilen der Gesellschaft um Namensanteile handelt, dürfen Ankündigungen an Kommanditisten nur per Einschreiben geschickt werden.

Wenn alle Kommanditisten anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert ansehen, kann die Gesellschafterversammlung ohne Ankündigung stattfinden.

Der unbeschränkt haftende Gesellschafter kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Kommanditisten zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Kommanditisten teilzunehmen.

Bei allen Gesellschafterversammlungen führt der unbeschränkt haftende Gesellschafter oder die von diesem benannte Person den Vorsitz.

Die Verhandlungsgegenstände einer Gesellschafterversammlung der Kommanditisten sind auf die in der Tagesordnung (die alle gesetzlich erforderlichen Angelegenheiten enthalten muss) enthaltenen Angelegenheiten und mit solchen Angelegenheiten verbundene Gegenstände beschränkt.

Der unbeschränkt haftende Gesellschafter kann im Voraus einen Tag, nicht mehr als fünfzig Tage vor dem Datum einer Gesellschafterversammlung der Kommanditisten, als Stichtag für die Bestimmung der Kommanditisten, die Anspruch auf eine Ankündigung für und auf Abstimmung bei einer solchen Versammlung haben, festlegen, und in diesem Fall haben die betreffenden Kommanditisten - und nur diese Kommanditisten - die an dem so bestimmten Datum eingetragene Kommanditisten sind, Anspruch auf eine solche Ankündigung für und auf Abstimmung bei der betreffenden Versammlung, ungeachtet einer Übertragung von Gesellschaftsanteilen im Verzeichnis der Kommanditisten nach einem solchen wie oben erwähnt festgelegten Stichtag.

Gemäß Luxemburger Recht und dem Gesellschaftsvertrag berechtigt jeder Gesellschaftsanteil zur Abgabe einer Stimme bei allen Gesellschafterversammlungen der Kommanditisten. Ein Kommanditist kann bei einer Gesellschafterversammlung der Kommanditisten handeln, indem er einer anderen Person, bei der es sich nicht um einen Kommanditisten handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilt.

Durch die Anwesenheit, persönlich oder durch Vollmacht vertreten, von Kommanditisten, deren Stimmrechte zusammen die Mehrheit aller Stimmrechte darstellen, ist die Versammlung beschlussfähig. Wenn eine Versammlung der Kommanditisten nicht organisiert werden kann, weil keine beschlussfähige Mehrheit anwesend oder vertreten ist, sind die bei einer solchen Versammlung persönlich anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen stimmberechtigten Kommanditisten dazu berechtigt, die Versammlung jeweils zu vertagen, bis eine beschlussfähige Mehrheit anwesend oder vertreten sein kann. Bei Verlegung einer Versammlung auf einen anderen Termin oder an einen anderen Ort muss keine Benachrichtigung über die vertagte Versammlung erfolgen, wenn deren Ort und Zeit bei der Versammlung, bei der die Vertagung beschlossen wird, bekanntgegeben werden. Bei der vertagten Versammlung, bei der eine beschlussfähige Mehrheit anwesend oder vertreten sein muss, können die Kommanditisten alle Verhandlungsgegenstände behandeln, die ggf. bei der ursprünglichen Versammlung verhandelt worden wären.

Soweit nicht gesetzlich oder in diesem Dokument anderweitig vorgesehen, werden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung, einschließlich insbesondere der Genehmigung der Jahresabschlüsse und von Veränderungen des Anteilskapitals, vorbehaltlich der Zustimmung des unbeschränkt haftenden Gesellschafters mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Kommanditisten gefasst.

Art. 14. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 15. Aufteilung der Gewinne und Verluste unter den Kommanditisten. Alle Gewinne und Verluste der Gesellschaft sind gemäß der Anzahl der Gesellschaftsanteile, die von jedem von ihnen an der Gesellschaft gehalten werden, unter den Kommanditisten aufzuteilen.

Art. 16. Aufteilung des Einkommens- und Kapitalertrags unter den Kommanditisten. Alle Erträge der Gesellschaft sind von der Gesellschafterversammlung der Kommanditisten auf Vorschlag des unbeschränkt haftenden Gesellschafters auszusütten.

Art. 17. Interessenkonflikte. Verträge oder andere Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma werden nicht durch den Umstand beeinflusst oder aufgrund des Umstandes ungültig, dass der unbeschränkt haftende Gesellschafter oder einer oder mehrere der leitenden Angestellten (Officers) des unbeschränkt haftenden Gesellschafters an einem solchen anderen Unternehmen oder einer solchen anderen Firma beteiligt ist oder ein Direktor, Partner, leitender Angestellter (Officer) oder Mitarbeiter des betreffenden anderen Unternehmens oder der betreffenden anderen Firma ist. Ein leitender Angestellter (Officer) des unbeschränkt haftenden Gesellschafters, der als Direktor, Partner, leitender Angestellter oder Mitarbeiter eines Unternehmens oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließen oder auf andere Weise Geschäfte tätigen soll, darf nicht aufgrund einer solchen Verbindung mit dem betreffenden anderen Unternehmen oder der betreffenden anderen Firma daran gehindert werden, Angelegenheiten in Bezug auf einen solchen Vertrag oder ein solches anderes Geschäft in Betracht zu ziehen, diesbezüglich seine Stimme abzugeben oder entsprechende Handlungen vorzunehmen.

Falls ein leitender Angestellter (Officer) des unbeschränkt haftenden Gesellschafters ein Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat, das den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, so hat der betreffende leitende Angestellte dem unbeschränkt haftenden Gesellschafter das betreffende entgegenstehende Interesse bekanntzugeben und darf eine solche Transaktion nicht in Betracht ziehen oder dazu abstimmen, und über die betreffende Transaktion und das Interesse des betreffenden leitenden Angestellten daran ist der nächsten Gesellschafterversammlung der Kommanditisten zu berichten.

Der Begriff „entgegenstehendes Interesse“, wie im vorstehenden Absatz verwendet, schließt keine Beziehungen mit oder ohne Interesse an einer Angelegenheit, Position oder Transaktion ein, die eine Person, ein Unternehmen oder eine Rechtskörperschaft betrifft, welche jeweils vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter in seinem eigenen Ermessen festgelegt werden können.

Art. 18. Entschädigung und Haftung.

(1) Die Gesellschaft verpflichtet sich dazu, alle den unbeschränkt haftenden Gesellschafter oder einen Partner des unbeschränkt haftenden Gesellschafters (die „freigestellten Personen“) aus dem Vermögen der Gesellschaft zu entschädigen und schadlos zu halten in Bezug auf und gegen alle Verbindlichkeiten, Klagen, Verfahren, Ansprüche, Kosten, Forderungen, Schadensersatz und Aufwendungen (einschließlich von Rechtskosten), die entstanden sind oder angedroht wurden, welche sich ergeben aus oder im Zusammenhang mit dem Umstand oder mit diesem in Verbindung stehen oder daraus resultieren, dass die freigestellte Person unbeschränkt haftender Gesellschafter oder Geschäftsführer in Bezug auf die Gesellschaft ist oder als solcher fungiert hat, oder die entstehen in Bezug auf oder im Zusammenhang mit Angelegenheiten oder anderen Umständen bezüglich der oder als Ergebnis der Ausübung seiner Befugnisse als unbeschränkt haftender Gesellschafter oder Geschäftsführer oder als Ergebnis der Erbringung von Dienstleistungen für oder in Bezug auf die Gesellschaft oder im Rahmen von oder gemäß einem Geschäftsführungsvertrag oder anderen Vertrag bezüglich der Gesellschaft oder in Bezug auf Dienstleistungen als ernannter Direktor oder die sich anderweitig ergeben in Bezug auf die Geschäftstätigkeit, das Geschäft oder Aktivitäten der Gesellschaft, allerdings mit der Maßgabe, dass eine freigestellte Person nicht auf diese Weise entschädigt werden soll in Bezug auf Angelegenheiten, die aus ihrem Betrug, vorsätzlichen Fehlverhalten, ihrer Bösgläubigkeit oder grob fahrlässigen Missachtung ihrer Verpflichtungen und Pflichten bezüglich der Gesellschaft resultieren, oder, außer im Falle von freigestellten Personen, die Einzelpersonen sind (d. h. leitende Angestellte (Officers), Direktoren, Kommanditisten, Vertreter, Mitglieder, Ratgeber, Berater, Gesellschafter oder Mitarbeiter des unbeschränkt haftenden Gesellschafters, der Dienstleistungsanbieter oder ihrer Partner), aus ihrer Fahrlässigkeit (vorausgesetzt, dass eine solche Fahrlässigkeit eine wesentliche negative wirtschaftliche Auswirkung auf die Gesellschafter oder die Gesellschaft gehabt hat) oder, im Falle des unbeschränkt haftenden Gesellschafters, in Bezug auf Angelegenheiten, die aus der Verletzung einer Pflicht resultieren, die er ggf. nach dem Gesellschaftsrecht gegenüber der Gesellschaft oder einem Kommanditisten hat, oder eine Verbindlichkeit, die ihm ggf. nach dem Gesellschaftsrecht gegenüber der Gesellschaft oder einem Kommanditisten entsteht.

(2) Die Entschädigungen gemäß diesem Artikel 18 bestehen ungeachtet des Umstands, dass die freigestellte Person nicht mehr als unbeschränkt haftender Gesellschafter fungiert oder auf andere Weise keine Dienstleistungen mehr für oder in Bezug auf die Gesellschaft erbringt oder nicht mehr in einer der in diesem Artikel 18 beschriebenen Funktionen handelt, fort.

(3) Der unbeschränkt haftende Gesellschafter haftet gegenüber den Kommanditisten oder der Gesellschaft nicht für die Fahrlässigkeit, Unredlichkeit oder Bösgläubigkeit eines für den unbeschränkt haftenden Gesellschafter oder für die Gesellschaft handelnden Vertreters, soweit dieser Vertreter vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter unter Beachtung der angemessenen Sorgfalt ausgewählt, beauftragt und eingestellt wurde.

Art. 19. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung vorbehaltlich der Anforderungen hinsichtlich der beschlussfähigen Mehrheit und der Mehrheit der Gesellschafterversammlung der Kommanditisten jederzeit aufgelöst werden.

Die Liquidation wird vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter vorgenommen, soweit nicht die Gesellschafterversammlung der Kommanditisten einen oder mehrere andere Liquidatoren bestellt, bei denen es sich nicht um Komman-

ditisten handeln muss. Die Gesellschafterversammlung wird in jedem Fall die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmen. Der Nettoerlös der Liquidation ist vom Liquidator/den Liquidatoren gemäß ihrem Anteil an der Gesellschaft an die Kommanditisten auszuschütten.

Art. 20. Änderungen des Gesellschaftsvertrags. Der Gesellschaftsvertrag darf nur durch die schriftliche Zustimmung des unbeschränkt haftenden Gesellschafters und der Kommanditisten, die mehr als zwei Drittel der Anzahl sämtlicher ausgegebenen Gesellschaftsanteile aller Klassen halten, (ganz oder teilweise) geändert werden, allerdings mit der Maßgabe, dass keine Veränderungen vorgenommen werden dürfen, die

- einem Kommanditisten eine Verpflichtung auferlegen, eine Zahlung an die Gesellschaft zu leisten, die über seine ursprüngliche Zeichnungssumme hinausgeht;
- die Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen eines bestimmten Kommanditisten oder einer bestimmten Gruppe von Kommanditisten in anderer Weise als die anderer Kommanditisten gemäß dem Gesellschaftsvertrag erhöhen oder die Rechte oder den Schutz eines bestimmten Kommanditisten oder einer bestimmten Gruppe von Kommanditisten in anderer Weise als die anderer Kommanditisten gemäß dem Gesellschaftsvertrag verringern; oder
- in anderer Weise ohne die ausdrückliche Zustimmung aller Kommanditisten, die hiervon negativ betroffen sind, die beschränkte Haftung eines Kommanditisten verändern, und weiterhin mit der Maßgabe, dass dieser Artikel 20 ohne die einstimmige Zustimmung aller Kommanditisten nicht geändert werden darf.

Art. 21. Geltendes Recht. Der Gesellschaftsvertrag und die Rechte, Verpflichtungen und Beziehungen der Parteien unterliegen Luxemburger Recht, und insbesondere dem Gesellschaftsrecht Luxemburgs, und sind nach diesem auszulegen, und alle Parteien erklären sich unwiderruflich damit einverstanden, dass ausschließlich die Gerichte von Luxemburg dafür zuständig sind, Streitigkeiten beizulegen, die sich aus oder im Zusammenhang mit dem Gesellschaftsvertrag ergeben, und dass demgemäß alle Prozesse, Klagen oder Verfahren, die sich aus oder im Zusammenhang mit diesem Gesellschaftsvertrag ergeben, in den betreffenden Gerichten anzustrengen sind.

Art. 22. Allgemeines. Für alle Angelegenheiten, die nicht im Gesellschaftsvertrag vorgesehen sind, verweisen die Parteien auf die gesetzlichen Bestimmungen zu den betreffenden Angelegenheiten.

Übergangsbestimmungen

Erstes Rechnungsjahr

Das erste Rechnungsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31/ Dezember 2013.

Zeichnung

Der unbeschränkt haftende Gesellschafter LF Hotels Acquico IV (GP) Särl leistet eine Einlage in Höhe von einem Euro (EUR 1.-), die vollständig eingezahlt ist, wie durch eine dem Notar übergebene Bankbescheinigung belegt, für den ihm der einzige Anteil des unbeschränkt haftenden Gesellschafters gewährt wird.

Der anfängliche Kommanditist, Fattal Hotels Ltd (Israel) leistet eine Einlage in Höhe von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-), die vollständig eingezahlt ist, wie durch eine dem Notar übergebene Bankbescheinigung belegt, für den ihm einhundert Kommanditanteile gewährt werden.

Alle diese Anteile wurden vollständig eingezahlt, so dass die Summe von zwanzigtausendein Euro (EUR 20.001,-), welche einem Gesellschaftskapital von zwanzigtausendeinem Euro (EUR 20.001,-) entspricht, ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht, was vor dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde

Kostenschätzung

Der Betrag der Kosten, Aufwendungen, Vergütungen und Gebühren jeglicher Art, der aufgrund dieses Dokuments auf der Gesellschaft liegt, wird auf einen Betrag von EUR 1.200,- geschätzt.

Ausserordentliche Versammlung der Kommanditisten

Die vorstehend erwähnten erschienenen Parteien, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentieren und sich als ordnungsgemäß einberufen ansehen, haben anschließend eine außerordentliche Versammlung der Kommanditisten gebildet.

Nachdem sie festgestellt hatten, dass diese Versammlung ordnungsgemäß zusammengesetzt ist, haben sie einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

- Der Gesellschaftssitz ist festgelegt in 4, Rue Dicks, L-1417 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Declaration

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

WORÜBER URKUNDE erstellt wurde zu Luxemburg, mit Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben letztere mit Uns, dem unterzeichnenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Marquardt, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 février 2013. Relation: RED/2013/317. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Normalpapier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 05. März 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013033050/565.

(130040443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

SI Asset Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 175.716.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on twenty-fifth day of February.

Before us Maître Elvinger, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Bermuda National Limited, a limited liability company governed by the laws of Bermuda, having its registered office at 19 Par-la-Ville Road, Hamilton HM11, Bermuda and registered with the Registrar of Companies of Bermuda under number 46441;

Hereby represented by Flora Gibert, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established on 20 February 2013 and signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing and the undersigned notary.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form and Name. These are the articles of association (the "Articles") of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") whose name is SI Asset Management (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

2.3. The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital - Shares (Parts sociales).**5.1 - Subscribed Share Capital**

5.1.1 The Company's corporate capital is fixed at GBP 15,000.- (fifteen thousand British Pounds) represented by 15,000 (fifteen thousand) shares (parts sociales) of GBP 1.- (one British Pound) each, all fully subscribed and entirely paid up.

5.1.2 Any premium paid on any share (part sociale) is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares (parts sociales) or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 - Changes to Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

5.3 - Indivisibility of Shares (parts sociales)

Towards the Company, the Company's shares (parts sociales) are indivisible, since only one owner is admitted per share (part sociale). Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares (parts sociales) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.4 - Transfer of Shares (parts sociales)

5.4.1 In case of a single shareholder, the Company's shares (parts sociales) held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In case of plurality of shareholders, the shares (parts sociales) held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Shares (parts sociales) may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.4 Transfers of shares (parts sociales) must be recorded by notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

5.5 - Repurchase of Shares (parts sociales)

The Company may repurchase its shares (parts sociales) provided that there are sufficient available reserves to that effect. For the avoidance of doubt, the repurchased shares (parts sociales) will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority.

5.6 - Share Register

All shares (parts sociales) and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 6. Management.**6.1 - Appointment and Removal**

6.1.1 The Company is managed by one or several directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The board of directors (conseil de gérance) shall be composed of A director(s) (gérant(s) A) and B director(s) (gérant(s) B). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A director (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as director (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.2 - Powers

6.2.1 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

6.2.2 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

6.2.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine the agent(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of one A director (gérant A) and one B director (gérant B) of the board of directors (conseil de gérance) or by the signature of any person to whom such power has been delegated by the board of directors (conseil de gérance).

6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of directors (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the directors (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of directors (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of directors (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least three days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least 24 hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each director (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each director (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance) including at least one A director (gérant A) and one B director (gérant B). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the directors (gérants) present or represented at such meeting including the positive vote of at least one A director (gérant A) and one B director (gérant B).

6.4.4 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or one A director (gérant A) and one B director (gérant B) of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of directors' (gérants) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or any member of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.7 A director (gérant) may appoint any other director (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A director (gérant) can act as representative for more than one other director (gérant) at a board meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two directors (gérants) are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8.

6.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

6.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares (parts sociales) are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares (parts sociales) he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares (parts sociales) held by him.

7.3. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in case such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespectively of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespectively of whether all shareholders have voted or not.

Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 30th days of the month of November, at 3.00 p.m.

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 9. Audit.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium(s) and form the board of auditors.

9.2 Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur (s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) instead of a statutory auditor.

Art. 10. Financial year - Annual accounts.

10.1 - Financial Year

The Company's financial year starts on the 1st October of each year and ends on the 30th of September of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 30th September (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts

10.2.1 Each year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory

auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

Art. 11. Distribution of profits.

11.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

11.2 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

11.3 Except where otherwise provided for in these Articles, each share (part sociale) entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares (parts sociales) in existence.

11.4 The sole director (gérant) or the board of directors (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

12.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

12.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 13. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the founding shareholder represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares (parts sociales)	Subscribed amount	% of share capital
Bermuda National Limited, prenamed	15,000	GBP 15,000.-	100%
TOTAL	15,000	GBP 15,000.-	100%

All the shares (parts sociales) have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of GBP 15,000.- (fifteen thousand British Pounds) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.- (one thousand two hundred Euro).

Resolutions of the shareholder

The founding shareholder, represented as stated hereabove, adopts the following resolutions:

1. The Company will be managed by the following directors (gérants) for an undetermined period:

- A director (gérant A):

a. Alasdair YOUNIE, Chartered Accountant, born on 13 November 1975 in Hamilton, Bermuda, and residing at Belair, 21 Middle Road, Warwick WK 04, Bermuda; and

- B directors (gérants B):

a. Elizabeth TIMMER, private employee, born on 24 July 1965 in Zuidelijke IJsselmeerpolder, Netherlands, and residing professionally at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; and

b. Richard BREKELMANS, private employee, born on 12 September 1960 in Amsterdam, Netherlands, and residing professionally at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour de février.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Bermuda National Limited, une société à responsabilité limitée régie par les lois des Bermudes ayant son siège social au 19 Par-la-Ville Road, Hamilton HM11, Bermudes et enregistrée auprès du registre des sociétés des Bermudes sous le numéro 46441;

ci-après représentée par Flora Gibert, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration établie en date du 20 février 2013 et signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant.

Lequel comparant, représenté comme mentionné ci-dessus a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit et qui est constituée par le présent acte:

Art. 1^{er}. Forme sociale et Dénomination. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui porte la dénomination de SI Asset Management (ci-après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partnerships (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle ou de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville.

4.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société Luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social - Parts sociales.

5.1 - Capital Souscrit

5.1.1 Le capital social est fixé à GBP 15.000,- (quinze mille Livres Sterling) représenté par 15.000 (quinze mille) parts sociales de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.1.2 Toute prime d'émission payée sur toute part sociale est allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

5.1.3 La Société peut accepter des apports sans émettre de parts sociales ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

5.2 - Modification du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'Article 199 de la Loi.

5.3 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires, les usufruitiers et nue-propriétaires, créanciers et débiteurs de parts sociales gagées doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

5.4 - Transfert de Parts Sociales

5.4.1 Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par cet associé unique sont librement transmissibles.

5.4.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux Articles 189 et 190 de la Loi.

5.4.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des tiers non-associés si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y ont consenti.

5.4.4 Les transferts de parts sociales doivent être documentés par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne seront opposables à la Société ou aux tiers qu'à compter du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'Article 1690 du Code Civil.

5.5 - Rachat de Parts Sociales

La Société peut racheter ses parts sociales pourvu que des réserves suffisantes soient disponibles à cet effet. Pour lever toute ambiguïté, les parts sociales rachetées ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité.

5.6 - Registre des Parts Sociales

Toutes les parts sociales ainsi que leurs transferts sont consignées dans le registre des associés conformément à l'Article 185 de la Loi.

Art. 6. Gestion.

6.1 - Nomination et Révocation

6.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le conseil de gérance devra être composé de gérant(s) A et de gérant(s) B. Le(s) gérant(s) n'est/ne doivent pas nécessairement être associé(s).

6.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par décision des associés.

6.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

6.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance peuvent être rémunérés pour ses/leurs services en tant que gérant(s) ou remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des associés.

6.2 - Pouvoirs

6.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

6.2.2 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra sous-déléguer sa compétence pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

6.2.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce mandat.

6.3 - Représentation et Pouvoir de Signature

6.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

6.3.2 La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la/les signature (s) conjointes de un gérant A et un gérant B du conseil de gérance ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le conseil de gérance.

6.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Réunions

6.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux gérants.

6.4.2 Les réunions du conseil de gérance peuvent être convoquées par tout membre du conseil de gérance. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins trois jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque gérant exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque gérant.

6.4.3 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance dont au moins un gérant A et un gérant B. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des gérants présents ou représentés à cette réunion y compris le vote positif d'au moins un gérant A et un gérant B.

6.4.4 Les décisions du conseil de gérance seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par un gérant A et un gérant B du conseil de gérance de la Société.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président, ou tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.7 Un gérant peut nommer un autre gérant (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs gérants à une réunion du conseil à condition que (sans préjudice des exigences de quorum) au moins deux gérants sont physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'Article 6.4.8.

6.4.8 Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

6.5 - Responsabilité des Gérants

Aucun gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

Art. 7. Décisions des associés.

7.1 Pour autant que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi et les Articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, s'appliqueront. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

7.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales.

7.3 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte, les associés peuvent être convoqués à

nouveau ou consultés à nouveau par écrit par lettre recommandée, et les décisions seront valablement prises par la majorité des voix exprimés, indépendamment de la quotité du capital social représenté.

7.4 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf le cas de changement de nationalité qui requiert un vote unanime, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

7.5 Une assemblée des associés peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit à l'assemblée des associés en question, en personne ou par un représentant autorisé.

7.6 Un associé peut se faire représenter à une assemblée des associés en désignant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'est pas nécessairement un associé.

7.7 La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte précis des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

7.8 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de décisions par l'assemblée des associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de décisions écrites des associés. Les décisions écrites des associés sont valablement prises dès réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopie ou en tant que pièces jointes de courrier électronique) des votes des associés représentant la majorité requise pour l'adoption des décisions en question, indépendamment du fait que tous les associés aient voté ou non.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.

8.1 Au moins une réunion des associés devra être tenue chaque année. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, cette assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'Article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation de l'assemblée, le 30^e jour du mois de novembre, à 15.00 heures.

8.2 Dans le cas où ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis discrétionnaire et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Audit.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société devront être supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'Article 200 de la Loi, qui ne sont pas nécessairement associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

9.2 Sans tenir compte de ce qui précède, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un commissaire aux comptes.

Art. 10. Exercice social - Comptes annuels.

10.1 - Exercice Social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre de chaque année et se termine le 30 septembre de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 30 septembre suivant (toutes les dates étant comprises comme incluses).

10.2 - Comptes Annuels

10.2.1 Chaque année, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, un bilan et un compte de profits et pertes conformément aux dispositions de l'Article 197 de la Loi.

10.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et, le cas échéant, le rapport du/des commissaire(s) aux compte(s) conformément à l'Article 200 de la Loi. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq, cet examen ne sera autorisé que quinze jours avant la réunion.

Art. 11. Distribution des profits.

11.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société devra être alloué à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

11.2 Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) proportionnellement à leur participation dans la Société.

11.3 Sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts, chaque part sociale donne droit à une part des actifs et bénéfices de la Société en proportion avec le nombre des parts sociales existantes.

11.4 Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant peut/peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué

des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve devant être établie conformément à la Loi ou les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés peuvent être récupérées de(s) l'actionnaire(s) concerné(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

12.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

12.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 13. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription et Paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'associé fondateur représenté comme mentionné ci-dessus déclare souscrire à l'intégralité du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit	% du capital social
Bermuda National Limited, prénommé	15.000	GBP 15.000,-	100%
TOTAL	15.000	GBP 15.000,-	100%

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par versement en numéraire de sorte que le montant GBP 15.000,- (quinze milles Livres Sterling) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.200,- (mille deux cents Euros).

Résolutions de l'associé

L'associé fondateur, représenté comme mentionné ci-dessus, adopte les décisions suivantes:

1. La Société est gérée par les gérants suivants pour une période indéterminée:

Gérant A:

a. Alasdair YOUNIE, expert-comptable, né le 13 novembre 1975 à Hamilton, aux Bermudes et résidant au Belair, 21 Middle Road, Warwick WK04 Bermudes; et

Gérants B:

a. Elizabeth TIMMER, employée privée, né le 24 juillet 1965 à Zuidelijke IJsselmeerpolder, Pays-Bas, et résidant professionnellement au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; et

b. Richard BREKELMANS, employé privé, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, et résidant professionnellement au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 26 février 2013. Relation: LAC/2013/8767. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Référence de publication: 2013033216/547.

(130040736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

NW Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 175.863.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-sixth day of November.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

NW Europe Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 160.476

here represented by Mrs Laura Jacquet, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be to purchase debt instruments and securities issued by other parties, guarantee obligations, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company and also to acquire, hold and dispose of stock and other equity interests in such companies.

The Company may further hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise securities of any kind and loans and to administrate, control and develop its portfolio. The Company may, in this context, assume risks, existing or future, resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity forming part of the same group of companies as the Company.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of NW Finance Company S.a r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by mean of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a par value of one euro (EUR 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint coowners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by at least two managers, who need not to be shareholders. They shall be two classes of managers: «Class A Managers» and «Class B Managers». There shall be at least one Class A Manager and Class B Manager.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will only be bound in all circumstances by the joint signature of at least one Class A Manager together with one Class B Manager.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication initiated from Luxembourg allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least (i) a Class B Manager and (ii) a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Collective decisions of the shareholders - Decisions of the sole shareholder

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's financial year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 22. Each year on the first of January, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5 %) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1) each have been subscribed by NW Europe Holdings S.a r.l, prenamed, for an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

All the shares have been entirely paid-in in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above named person, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.
2. The following person is appointed as Class A Manager for an unlimited period of time:

- Mr. Michael Sullivan, born in Connecticut, USA, on 25 April 1966, professionally residing at 575, fifth Avenue, NY-10017 New York, USA;

3. The following persons are appointed as Class B Managers for an unlimited period of time:

- Mr. Michel van Krimpen, born in Rotterdam, Netherlands, on 19 February 1968, professionally residing at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; and

- Mr. Robert McCorduck, born in Galway, Ireland, on 9 January 1972, professionally residing at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its name, first name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sixième jour de novembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

NW Europe Holdings S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160 476,

dûment représentée par Madame Laure Jacquet, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les procurations signées ne varientur par le mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet d'acheter des titres de dette et des titres de créance émis par d'autres parties, garantir des obligations, accorder des prêts ou bien assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société et également d'acquérir, détenir et disposer d'actions et d'autres participations dans ces sociétés.

La Société peut également détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et de prêts et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société pourra, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futures, résultants d'engagements assumés par des tiers ou inhérent à toute ou partie des activités réalisées par des tiers.

Sauf par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres obligataires ou d'instrument de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société peut également agir en tant qu'associé ou actionnaire de n'importe quelle société luxembourgeoise ou étrangère de son groupe, à responsabilité illimitée ou limitée pour les dettes et les obligations de cette (ces) entité(s).

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de propriétés immobilières.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «NW Finance Company S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) représentés par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par au moins deux gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés. Il y aura deux classes de gérants: «Gérants de Classe A» et «Gérants de Classe B». Il y aura toujours au minimum un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B.

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine les termes de leurs mandats.

Ils peuvent être révoqués librement à tout moment et sans justification spécifique. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'au moins un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires commencés depuis Luxembourg où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si (i) un Gérant de Classe B est présent (ou participe autrement) ou représentée par procuration à la réunion du conseil de gérance et (ii) la majorité au moins des gérants est présente (ou participe autrement) ou représentée par procuration à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions collectives des associés - Décisions de l'associé unique

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année au trente et un janvier, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5 % (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10 % (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

L'ensemble des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune a été souscrit par NW Europe Holdings S.à r.l., susmentionnée, pour un montant de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500), entièrement affecté au capital social.

L'ensemble des parts sociales souscrites a été intégralement libéré, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date des présentes et prendra fin le 31 décembre 2013.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.
2. La personne suivante est nommée comme Gérant de Classe A pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Michael Sullivan, né à Connecticut, Etats-Unis, le 25 avril 1966, résidant professionnellement au 575, fifth Avenue, NY-10017 New York, Etats-Unis.
3. Les personnes suivantes sont nommées comme Gérant de Classe B pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Michel van Krimpen, né à Rotterdam, Pays-Bas, le 19 février 1968, résidant professionnellement au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg; et
 - Monsieur Robert McCorduck, né à Galway, Irlande, le 9 janvier 1972, résidant professionnellement au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française et qu'à la requête de cette même personne la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte anglais et français.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Jacquet, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15820. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035914/346.

(130043820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

TDF Invest CXXI, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.844.

In the year two thousand and twelve, on the sixth day of March,

Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

There appeared:

- M. Vicenç TABERNER GARCIA, born on 10.03.1952 in Manresa (prov Barcelone) (Spain), living in Crer. Lull 167 004 0001 BARCELONE, (the "Sole Member"),

hereby represented by Mirko LA ROCCA, private employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given on 4 March 2013, which, initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The aforementioned party is referred to hereafter as the "Shareholder". Such appearing party, acting in the herein above stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée).

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**Art. 1. Form, Name.**

1.1 There is hereby established by the current owner of the Shares created hereafter and among all those who may become Shareholders in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law") and by the present articles of association (the "Articles").

1.2 The company exists under the name of "TDF INVEST CXXI" (the "Company").

1.3 The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders (the "Shareholders").

1.4 Any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the board of managers of the Company (the "Board of Managers") is authorized to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's object is to, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.2 The Company may make real estate and private equity related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law;

3.6 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital and Shares.

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty five (125) shares having a nominal value of one hundred each (100.-) (the "Shares").

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholders.

5.3 All Shares will have equal rights. Each Share is entitled to one (1) vote at ordinary and extraordinary general meetings of Shareholders.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the Board of Managers subject to the availability of funds determined by the Board of Managers on the basis of relevant interim accounts.

5.5 All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the Shareholders' register in accordance with the applicable law.

5.6 Shares may be subscribed through a contribution in kind each time it is expressly provided for in the decisions of the Board of Managers.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one (1) owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. - Management.

Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the Shareholder(s). In case of one (1) manager, he/she/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("Conseil de Gérance") (the "Board of Managers").

8.2 The managers need not to be Shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholders.

8.3 The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 9. Powers of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any of its managers for commitments which do not exceed ten thousand Euro (EUR 10.000.-) and by the joint signature of any two (2) managers in any other situation or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 11. Delegation and Agent of the board of managers.

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one (1) or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the board of managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Shareholders may appoint a chairman from amongst the managers to convene over meetings of the Board of Managers. The chairman has a casting vote in case of ballot.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage. A manager may represent more than one of his colleagues.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Where there are only two (2) managers appointed, both members must be present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call initiated from Luxembourg shall be allowed provided that each participating manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology and each participating manager shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers. The date of such decision shall be the date of the last signature.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting.

12.8 Copies or excerpts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager or during a meeting of the Board of Managers.

Art. 13. Liabilities of the managers.

13.1 The manager(s) does(do) not assume, by reason of its(their) position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

13.2 The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV. - General meeting of shareholders.

Art. 14. Powers of the sole shareholder / The general meeting of shareholders / Vote.

14.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

14.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which she/he/it owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

14.3 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

14.4 If there are more than twenty-five (25) Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

14.5 If there are less than twenty-five (25) Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast her/his/its vote in writing.

14.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax, e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

14.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority

(in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits.

Art. 15. Financial year.

15.1 The financial year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first financial year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2013.

15.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Board of Managers and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

15.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Distribution of profits.

16.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth (10%) of the Company's nominal capital.

16.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

16.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of article 14.7 above.

16.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to

a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation.

Art. 17. Dissolution, Liquidation.

17.1 The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that in case of a sole Shareholder, such sole Shareholder may decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

17.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law.

Art. 18. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Subscription and Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

- M. Vicenç TABERNER GARCIA	125 Shares
Total:	125 Shares

All these Shares have been fully paid up so that the sum twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proven to the notary.

Transitory provisions

The first financial year of the Company shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31st December 2013.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred and ten Euro (EUR 910,-).

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder represented as stated above, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
2. The Shareholder resolves to appoint as managers of the Company for an undetermined period:
 - a. Mr. Davide MURARI, private employee, born on 114 June 1967 in Verone (Italy), residing professionally at 30, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg;
 - b. Mr. Mirko LA ROCCA, private employee, born on 16 April 1971 in Rome (Italy), residing professionally at 30, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the party appearing, he/she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le six mars,

Par-devant le notaire soussigné, Maître Roger ARRENSDORFF, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Monsieur Vicenç TABERNER GARCIA, né le 10.03.1952 à Manresa (prov Barcelone) (Espagne) et demeurant à Crer. Lull 167 004 0001 BARCELONE, ("l'actionnaire"),

ici représenté par M. Mirko LA ROCCA, employé privé, avec adresse professionnelle à L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, 30, Boulevard Royal, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 mars 2013,

laquelle procuration après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La partie susmentionnée désignée ci-après comme l'«Associé».

Laquelle comparante, agissant en dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée.

STATUTS

Titre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.

Art. 1^{er} . Forme, Nom.

1.1 Il est ici établi par le détenteur actuel de Parts Sociales créés ci-après et entre tous ceux qui deviendront associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La société adopte la dénomination de «TDF INVEST CXXI» (la «Société»).

1.3 La Société peut avoir un seul associé (l'«Associé Unique») ou plusieurs associés (les «Associés»).

1.4 Toute référence aux associés dans les Statuts doit être une référence à l'Associé Unique de la Société si la Société n'a qu'un seul associé.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Cependant, le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance de la Société (le «Conseil de Gérance») est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la commune de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est de, directement ou indirectement, d'acquérir, détenir ou disposer d'intérêts et participation au Luxembourg ou d'entités étrangères, par tout moyen et d'administrer, développer et gérer une telle détention d'intérêts ou participations.

3.2 La Société peut procéder à des investissements relatif à l'immobilier soit directement ou par la participation directe ou indirecte dans des filiales de la Société possédant de tels investissements.

3.3 La Société peut aussi, directement ou indirectement, investir, acquérir, détenir ou disposer d'actifs de quelque nature que ce soit.

3.4 La Société peut également apporter toute assistance financière aux entités faisant partie du groupe de la Société, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon des termes pouvant être considérée comme pertinents;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

3.6 La Société peut réaliser toutes opérations légales, immobilières, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital et Parts sociales.

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales, d'une valeur nominale de cent Euro chacune (100,- EUR) (les «Parts Sociales»).

5.2 En complément du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux. Chaque Part Sociale a droit à un (1) vote lors des réunions des assemblées ordinaires et extraordinaires des Associés.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales par décision du Conseil de Gérance sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Conseil de Gérance sur base des comptes intérimaires.

5.5 Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne en particulier, et inscrites dans le registre des Associés en conformité avec la loi applicable.

5.6 Les actions pourront être souscrites à travers un apport en nature à tout moment sur base d'un agrément et décision du Conseil de Gérance.

Art. 6. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des parts sociales.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Titre III. - Gérance.

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un (1) ou plusieurs gérants nommés par une résolution des Associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il sera défini ci-après comme le «Gérant Unique». En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associés.

8.3 La mort ou la démission d'un gérant, pour quelle que raison que ce soit, ne doit pas entraîner la dissolution de la Société.

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi de 1915 ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de tout gérant pour les engagements ne dépassant pas dix mille Euros (10.000, EUR) et par la signature conjointe de deux (2) gérants dans toute autre situation ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance.

Art. 11. Délégation et Agent du gérant unique et du conseil de gérance.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Les Associés peuvent nommer un président parmi les gérants pour convoquer les réunions du Conseil de Gérance. La voix du président est prépondérante en cas de partage.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux exigences et formalités de convocation.

12.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure. Un gérant peut représenter plus d'un (1) de ses collègues.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Quand seulement deux (2) gérants sont nommés, ils doivent être tous les deux présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique initiée depuis Luxembourg est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via vidéo ou téléphone.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés aux réunions.

12.8 Des extraits ou copies seront certifiés par tout gérant ou par toute personne désignée par un gérant ou pendant une réunion du Conseil de Gérance.

Art. 13. Responsabilité des gérants.

13.1 Les gérants ne sont pas responsables personnellement en raison de leur position du fait des engagements régulièrement pris au nom de la Société. Ils sont des agents autorisés et sont par conséquent responsables seulement de l'exécution de leur mandat.

13.2 La Société doit indemniser tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, pour les dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions, procès ou procédures auxquels il aura été partie en raison de ses activités pour la Société en tant que gérant ou fondé de pouvoir, ou à sa requête de toute autre entité dont la Société est un associé ou un créancier et pour laquelle il n'a pas été indemnisé, sauf le cas où, dans pareils actions, procès ou procédures, il serait finalement condamné pour négligence, faute ou manquement volontaire. En cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera octroyée que si la Société est informée par son avocat-conseil que la personne devant être indemnisée n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à l'indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits.

Titre IV. - Assemblée générale des associés.

Art. 14. Pouvoirs de l'associé unique / L'Assemblée générale des associés / Votes.

14.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé Unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

14.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de Parts Sociales détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

14.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

14.4 S'il y a plus de vingt-cinq (25) Associés, les décisions des Associés doivent être prises lors des réunions convoquées conformément aux dispositions légales applicables.

14.5 S'il y a moins de vingt-cinq (25) Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

14.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax, e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

14.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises qu'à la condition que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions de la Loi de 1915. Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Titre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices.

Art. 15. Année sociale.

15.1 L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et se termine au 31 décembre 2013.

15.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance, et le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

15.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 16. Répartition des bénéfices.

16.1 Du bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

16.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que de ces Statuts, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

16.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'article 14.7 ci-dessus.

16.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou, en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'Associé(s).

Titre VI. - Dissolution, Liquidation.

Art. 17. Dissolution, Liquidation.

17.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de l'Associé Unique ou de l'un de ses Associés.

17.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables étant entendu qu'en cas d'un Associé Unique, un tel Associé Unique pourra décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation assumant personnellement tous les actifs et passifs, connu ou inconnu de la Société.

17.3 La liquidation sera assurée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - Loi applicable.

Art. 18. Loi applicable. La Loi de 1915 trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et Paiement

Le capital social de la Société a été souscrit comme suit:

Monsieur Vicenç TABERNER GARCIA,	125 Parts sociales
Total:	125 Parts sociales

Chacune des Parts Sociales a été intégralement payées de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (12.500,- EUR) correspondant à un capital social de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Disposition transitoire

La première année sociale commencera au jour de la constitution de la Société et se terminera au 31 décembre 2013.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à neuf cent dix euros (EUR 910,-).

Première assemblée générale des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, a passé les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société sera au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. L'Associé décide de nommer comme gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Monsieur Davide MURARI, employé privé, né le 14 juin 1967 à Vérone (Italie), demeurant professionnellement 30, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

- Monsieur Mirko LA ROCCA, employé privé, né le 16 avril 1971 à Rome (Italie), demeurant professionnellement 30, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Le document ayant été lu à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: LA ROCCA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 08 mars 2013. Relation: LAC/2013/11032. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 14 mars 2013.

Référence de publication: 2013035491/475.

(130043284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Soremartec, Société de Recherches Techniques et de Marketing, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2632 Findel, 2, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 20.161.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 31 janvier 2013
Dépôt rectificatif L130043390 déposé le 14/03/2013*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société du 31 janvier 2013 que l'assemblée générale ordinaire a:

- décidé de ne pas procéder au renouvellement du mandat des Administrateurs Filippo FERRUA MAGLIANI, Giuseppe ROSSETTO et Walter BRUNO;

- de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

* Monsieur Giovanni FERRERO, Administrateur de sociétés, demeurant 101, avenue Franklin Roosevelt, B-1050 Bruxelles (Belgique);

* Monsieur Natale MONCADA, Administrateur de sociétés, demeurant 21F, via Sandro Pertini, 20090 Segrate (Italie) (connu dans la Société comme Lino MONCADA);

* Monsieur Jorge DE MORAGAS, Administrateur de sociétés, demeurant 32, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

- décidé de nommer comme en tant que nouveaux administrateurs:

* Monsieur Nunzio PULVIRENTI, demeurant en Corso Cairoli, 8 bis, 10123 Torino (Italie);

* Monsieur Fabrizio MINNECI, demeurant en 116, rue Beckmans, B-1060 Saint Gilles (Belgique).

En conséquence, le conseil d'administration sera ainsi composé:

* Monsieur Giovanni FERRERO, Administrateur et Président de Sociétés;

* Monsieur Natale MONCADA, Administrateur de Sociétés (connu dans la Société comme Lino MONCADA);

* Monsieur Jorge DE MORAGAS, Administrateur de sociétés;

* Monsieur Nunzio PULVIRENTI, Administrateur de sociétés;

* Monsieur Fabrizio MINNECI, Administrateur de sociétés.

Les mandats ainsi renouvelés prennent effet à compter du jour de l'assemblée et expireront au terme de l'assemblée générale ordinaire chargée d'approuver les comptes annuels relatifs à l'exercice 2012/2013.

Luxembourg, le 15 mars 2013.

Référence de publication: 2013035996/33.

(130044036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

INVISTA Technologies S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 42.952.550,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 67.098.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 8 mars 2013, que la personne suivante a démissionné, avec effet immédiat, de sa fonction de gérant de la Société:

- Monsieur Marcel Stéphane, né le 4 septembre 1951 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il résulte également desdites résolutions que la personne suivante a été nommée, avec effet immédiat et pour une durée illimitée à la fonction de gérant de la Société:

- Monsieur Christopher James Brown, né le 21 avril 1972 à Aldershot, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle à Ermin Street, Gloucester, GL3 4HP, Royaume-Uni.

Depuis lors, le Conseil de Gérance se compose comme suit:

- Monsieur Christopher James Brown, prénommé,
- Monsieur Christopher Crawshaw, né le 18 octobre 1964 à Kansas City, Kansas, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 4123 E. 37th St. North, Wichita, Kansas, KS 67220, Etats-Unis d'Amérique,
- Monsieur Christopher Chessmore, né le 23 septembre 1961 à Dallas, Texas, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 4123 E. 37th St. M, Wichita, Kansas, KS 67230, Etats-Unis d'Amérique,
- Monsieur Brian Eric Padley, né le 14 août 1956 à Leigh, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Senningerberg, le 18 mars 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2013036363/32.

(130044692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Art S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8422 Steinfort, 73, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 76.081.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le vingt-huit février.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Jean Marie PONSARD, demeurant au 4, Brabantsestraat, B-3570 Alken,

lequel requiert le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. Que la société anonyme ART S.A., R.C.S. Luxembourg B76081, ayant son siège social au 73, rue de Hobscheid, L-8422 Steinfort, a été constituée le 23 mai 2000 suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 704 du 28 septembre 2000.
2. Que le capital social de la société ART S.A. s'élève actuellement à EUR 38.000,- (trente-huit mille euros) représenté par 3.800 (trois mille huit cents) actions de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement libérées.
3. Que le comparant est devenu le propriétaire de la totalité des actions représentatives du capital souscrit de la société ART S.A..
4. Que par la présente, le comparant, en tant qu'associé unique, prononce la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat.
5. Que l'activité de la société ART S.A. a cessé; que l'associé unique est investi de tout l'actif et qu'en sa qualité de liquidateur il réglera tout le passif, de sorte que la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.
6. Que décharge pleine et entière commissaire aux comptes de la société.

7. Que les actions de la société peuvent être annulées.

8. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ huit cents euros (EUR 800.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Ponsard, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 mars 2013. Relation: LAC/2013/10169. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013036169/38.

(130044579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Ares Life Sciences I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.538.

Suite aux résolutions de l'associé unique en date du 21 mars 2013 de la Société les décisions suivantes ont été prises:

- Démission des gérants de classe B suivants à compter du 21 mars 2013:

Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août 1970 à 's-Gravenhage, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Monsieur Robert van 't Hoef, né le 13 janvier 1958 à Schiedam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Nomination des gérants de classe B suivants à compter du 21 mars 2013 pour une durée indéterminée:

Monsieur Franciscus W.J.J. Welman, né le 21 septembre 1963 à Heerlen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Monsieur Patrick L.C. van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- Emmanuel Bernard Floret, gérant de classe A;

- Andrew David Le Gal, gérant de classe A;

- Franciscus W.J.J. Welman, gérant de classe B;

- Patrick L.C. van Denzen, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2013039718/27.

(130048881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Avola Patrimoine & Associés S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 112.273.

A dater de ce jour, FMV & PARTNERS SA dénonce le siège social de la société suivante:

AVOLA PATRIMOINE & ASSOCIES SA – RCSL n°B112273

Ayant son siège social au 47, Boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg

Michel VANSIMPSEN

Administrateur-délégué - Expert-Comptable OEC

Référence de publication: 2013039749/11.

(130049637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.